Non, 1er mai, c’est pas la fête !

vendredi 1er mai 2026, par Jacques COTTA

Ils sont trois qui méritent d’être à la « une » du premier mai 2026 : **Patrick Pouyanné** PDG de total, **Donald Trump** président des Etats-unis, et **Gabriel Attal,** porte parole d’une « droite » aussi décomplexée que décomposée.

Le premier vient d’annoncer des bénéfices trimestriels en hausse de 51 % par rapport à l’an passé, à **5 milliards 800 millions d’euros.** Le malheur des uns à la pompe fait bien le bonheur des autres qui en pleine crise du d’étroit d’Ormuz s’en mettent plein les poches.

Le second est parvenu a imposer au monde un réarmement sans précédent, pour un montant de **2 887 milliards de dollars** pour la seule année 2025. Partout les budgets miliaires ont explosé. **Macron**, bon élève, a décrété l’économie de guerre et promulgué la loi de programmation militaire attribuant 413 milliards d’euros d’ici 2030 à l’industrie d’armement, augmentés dernièrement de 36 milliards supplémentaires, dans l’objectif d’atteindre 5% du PIB à horizon 2030.

Le troisième enfin qui pour exister parmi les ministres ou responsables dont nul ne sait vraiment où ils ont fait leurs armes et gagné leurs galons politiques, qui n’a jamais eu à travailler pour acheter **1 euro 50** une baguette de pain, a saisi la situation des boulangers pour remettre en cause le premier mai au nom évidemment de la « liberté du travail ».

Avec eux et ce qu’ils représentent, le 1er mai demeure d’actualité, conforme à son histoire, l’appel des syndicats ouvriers américains en 1884 pour obtenir la journée de huit heures, les mobilisations à Chicago contre l’assassinat de grévistes de la société McCormick Harvester, l’opposition à la répression anti ouvrière, à Fourmies notamment dans le nord avec l’assassinat d’une dizaine de manifestants, le combat pour **le salaire, le travail, la justice, la dignité** partout dans le monde.

A l’heure de la guerre qui permet aux charognards de s’enrichir, une sorte d’union sacrée s’est constituée dans le pays. Pour les discours les divergences ont beau jeu, alors que dans les faits droite, gauche, centre, tous sont d’accord, aucun ne demandant la restitution des crédits de guerre pour le bien-être des citoyens, la plupart ,—**Macronistes, LR, RN, PS, LFI, …**— les ayant même votés au parlement européen notamment et à l’assemblée nationale.

La guerre nécessite des sacrifices toujours plus grands, économiques, sociaux, environnementaux quand ils ne sont pas directement humains sur le « champ de bataille ». Les dépenses militaires se font au détriment des besoins immédiats des citoyens. Les milliards alloués à la production de bombes, drones, ou autres missiles sont pris sur les besoins des services publics, de l’éducation, de la santé, des transports ou encore de la sécurité sociale. Avec les guerres qui défraient la chronique, **Ukraine et moyen orient**, et les autres dont on ne parle pas, **Ethiopie et Soudan** notamment, c’est la civilisation qui risque d’être emportée, dans des destructions massives que les capitalistes voient d’un oeil attendri, dans la perspective d’une reconstruction qui permettra là aussi de se remplir les poches.

« Le 1er mai 2026 doit être festif » et c’est sans doute pour cela que la musique à tue-tête résonne dans les cortèges syndicaux, couvrant tout mot d’ordre un tant soit peu sérieux, notamment pour dire **« Pas un sou, par une arme, pas un homme pour la guerre ! », « A bas la guerre ! »**. Alors, Festif ? Mais festif pour qui ?

Pour les travailleurs, les simples citoyens, l’heure n’est pas à la fête car les sujets sont sérieux, la vie de plus en plus difficile, l’avenir de plus en plus incertain…

Jacques Cotta
Le 1er mai 2026